



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













SAD DE TRAVAUX

**Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de
référencement et de mise en concurrence pour les
prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83**

Date et heure limites de réception des candidatures :
vendredi 30 octobre 2026 à 12:00

Groupement Hospitalier de Territoire du Var (83)
Centre hospitalier Intercommunal Toulon La Seyne sur Meer
54 rue Henri Sainte Claire Deville
CS 31412
83056 TOULON

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de référencement et de mise en concurrence pour les prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83
	Mode de passation	Appel d'offres restreint
	Type de contrat	Système d'acquisition dynamique
	Nombre de categories	7
	Délai de validité des offres	
	Forme de groupement	Groupement solidaire
	Variantes	
	PSE	
	Clauses sociales	Sans
	C l a u s e s environnementales	Par marché spécifique
	Durée / Délai	120 mois
	Visite sur site	

SOMMAIRE

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique	4
2 - Objet et étendue de la consultation	4
2.1 - Objet	4
2.2 - Mode de passation	4
2.3 - Type et forme de contrat	4
2.4 - Décomposition de la consultation	4
2.5 - Etendue des prestations	4
2.6 - Nomenclature	4
3 - Conditions de la consultation	9
3.1 - Déroulement de la consultation	9
3.2 - Forme juridique du groupement	9
4 - Les intervenants	10
4.1 - Contrôle technique	10
4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	10
5 - Conditions relatives au contrat	10
5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	10
5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	10
6 - Contenu du dossier de consultation	11
7 - Présentation des candidatures	11
7.1 - Documents à produire	11
8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
8.1 - Transmission électronique	13
8.2 - Transmission sous support papier	13
9 - Examen des candidatures	15
9.1 - Sélection des candidatures	15
9.2 - Offres anormalement basses	15
9.3 - Suite à donner à la consultation	15
10 - Conditions d'attribution des marchés spécifiques	16
11 - Situation des candidats	17
11.1 - Maintien dans le système	17
11.2 - Droits et obligations des candidats intégrés	17
11.2.1 - Réponse aux invitations à soumissionner	17
11.2.2 - Autres motifs de déchéance	17
11.2.3 - Exclusivité du système	17
12 - Renseignements complémentaires	18
12.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	18
12.2 - Procédures de recours	18
13 - Clauses complémentaires	19

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique

Le S.A.D. se définit comme un processus de consultation entièrement électronique qui permet à l'acheteur de présélectionner dans un premier temps des opérateurs économiques puis, dans un second temps, d'attribuer des marchés spécifiques après mise en concurrence de ces opérateurs présélectionnés.

Il se met en œuvre de la façon suivante.

- **Admission au sein du système**

À compter de la publication de l'avis de publicité, les documents de la consultation (DCE) sont mis en ligne pour toute la durée de validité du système.

Un délai de réception des candidatures initiales est indiqué aux opérateurs. Les opérateurs qui déposent leur dossier dans ce délai seront consultés pour l'attribution du premier marché spécifique.

Les autres opérateurs pourront déposer leur candidature à n'importe quel moment pendant toute la durée de validité du système, en vue de l'attribution des marchés spécifiques ultérieurs.

Le nombre d'opérateurs n'est pas limité.

- **Gestion des candidatures**

Les opérateurs sont admis et maintenus au sein du système aussi longtemps qu'ils satisfont aux critères de sélection des candidatures prévus par le présent Règlement de la consultation.

Afin de vérifier ce point, l'acheteur pourra à tout moment demander aux opérateurs intégrés d'actualiser leur candidature.

Dans le cas où il ne remplirait plus les conditions d'éligibilité, l'opérateur se verra exclu du système et ne pourra plus participer à la mise en concurrence des marchés spécifiques jusqu'à son éventuelle réintégration.

- **Passation des marchés spécifiques**

À la survenance d'un besoin, l'acheteur lancera un marché spécifique. Il invitera alors à soumissionner tous les candidats référencés au sein du système.

Si le système est décomposé en catégories, le cas échéant la mise en concurrence s'effectuera au niveau de chaque catégorie. L'acheteur invitera à soumissionner tous les candidats référencés au sein de la catégorie concernée.

Seuls les opérateurs déjà admis dans le système à la date de lancement du marché spécifique pourront présenter une offre.

La lettre d'invitation à soumissionner précisera les conditions de la mise en concurrence, et notamment les critères de choix des offres, dans le respect des prévisions du présent Règlement de la consultation.

2 - Objet et étendue de la consultation

2.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Système d'Acquisition Dynamique (SAD) : Plateforme de référencement et de mise en concurrence pour les prestations de travaux de second œuvre au sein du GHT 83

Mise en place d'un Système d'Acquisition Dynamique (SAD) multisites pour les travaux de maintenance, d'entretien courant et de réhabilitation des établissements de santé parties au Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) du Var. Ce dispositif de référencement permanent est ouvert à toute entreprise spécialisée, quel que soit son siège social, possédant les capacités techniques et la maîtrise des contraintes du secteur hospitalier pour intervenir sur l'ensemble des sites du GHT 83. Le système est structuré autour de cinq filières opérationnelles de compétences : (1)

Gros-OEuvre & Revêtements, (2) Enveloppe du Bâtiment, (3) Aménagements Intérieurs, (4) Fluides & Énergie, et (5) VRD & Équipements Extérieurs.

PÉRIMÈTRE DES PRESTATIONS : NATURE DES OUVRAGES

Les prestations de maintenance multitechnique faisant l'objet du présent système d'acquisition dynamique (SAD) s'appliquent indistinctement aux typologies d'ouvrages suivantes, situées au sein des établissements du GHT :

. Bâtiments en construction neuve : Maintenance des installations techniques (CVC, électricité, courants faibles) mises en service dans le cadre de programmes de construction neuve, incluant la gestion des garanties constructeurs et le suivi des performances énergétiques initiales.

. Bâtiments en réutilisation ou réhabilitation : Maintenance des équipements techniques au sein de bâtiments existants, faisant l'objet de travaux de restructuration, de mise aux normes ou de changement de destination.

. Infrastructures en construction neuve : Entretien des réseaux et équipements techniques liés aux infrastructures nouvelles (ex: réseaux extérieurs, systèmes de GTB, équipements de sécurité incendie).

. Infrastructures en réutilisation ou réhabilitation : Maintenance préventive et curative des réseaux techniques existants ou rénovés dans le cadre d'opérations de réhabilitation des infrastructures du site.

Chaque marché spécifique précisera, le cas échéant, les contraintes d'accès ou les spécificités techniques liées à la nature de l'ouvrage (neuf ou réhabilité).

Lieu(x) d'exécution :

Les prestations réalisées au titre des marchés spécifiques seront exécutées sur l'ensemble des sites et établissements constitutifs du groupement hospitalier de territoire (GHT 83) dont la liste figure en annexe.

83000 Toulon

2.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres restreint. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 2°, R. 2161-6 à R. 2161-9 et R. 2161-11 du Code de la commande publique.

2.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation vise à présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques selon un processus ouvert. Tout opérateur admis à participer au système sera placé dans une situation réglementaire, non contractuelle.

Toutefois le système d'acquisition dynamique donnera lieu à l'attribution de marchés spécifiques.

2.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 7 Catégorie(s) :

Catégorie(s)	Désignation
1	Travaux de gros œuvre, de maçonnerie générale et de restructuration structurelle des bâtiments Prestations de terrassement, fondations profondes ou superficielles, réalisation de structures en béton armé (dalles, poteaux, poutres), maçonnerie porteuse (parpaings, briques), ouvertures de murs porteurs avec pose de linteaux ou profils métalliques (IPN), chapes de ciment lourdes, travaux de démolition structurelle, de curage de bâtiments et de reprises en sous-œuvre.

Catégorie(s)	Désignation
2	<p>Travaux de couverture, d'étanchéité, de charpente et de zinguerie pour l'enveloppe extérieure des bâtiments.</p> <p>Travaux de réfection, d'entretien et d'isolation thermique des toitures-terrasses (complexes d'étanchéité bitumineuse, membranes synthétiques PVC/EPDM, toitures végétalisées, étanchéité liquide). Travaux de couverture traditionnelle (tuiles, ardoises, étanchéité des souches de cheminées). Travaux de zinguerie, de plomberie de couverture et d'évacuation des eaux pluviales (chénieux, gouttières, descentes). Pose de bacs aciers, de plaques ondulées et de bardages métalliques extérieurs isolés ou non. Entretien et réparation des charpentes en bois ou métalliques.</p>
3	<p>Travaux de fourniture et pose de menuiseries intérieures et extérieures (bois, PVC, aluminium, métal) et de systèmes d'occultation.</p> <p>Pose de blocs-portes (standards, acoustiques, coupe-feu, plombés pour radiologie), fenêtres, châssis fixes et vitrages techniques (double/triple vitrage, vitrages de sécurité). Installation de menuiseries métalliques lourdes, de murs-rideaux et de vitrerie. Fourniture et pose de stores intérieurs et extérieurs (roulants, vénitiens, occultants bioclimatiques), de volets roulants, de films solaires ou de sécurité sur vitrage.</p>
4	<p>Travaux de plâtrerie, d'isolation thermique/acoustique intérieure, de faux-plafonds, de revêtements de sols et murs, de peintures et d'aménagements intérieurs.</p> <p>Travaux de plâtrerie traditionnelle (plâtre traditionnel, enduits) et de plâtrerie sèche. Création de cloisons distributives, séparatives ou techniques (plaques de plâtre de type BA13, hydrofuge, coupe-feu, haute dureté), cloisons modulaires, doublages de murs et travaux d'isolation thermique ou acoustique intérieure. Pose de faux-plafonds suspendus (modulaires, dalles 600x600, plafonds étanches, lavables ou bionettoyables). Application de peintures intérieures, pose de toiles de verre à peindre, travaux de ravalement technique ou esthétique des façades (imperméabilisation). Pose de revêtements de sols souples (PVC hospitaliers, dalles plombantes), de revêtements durs (carrelage, faïence murale) et fourniture d'équipements intégrés (paillasse de laboratoire, signalétique intérieure).</p>
5	<p>Travaux d'installations thermiques, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de plomberie sanitaire.</p> <p>Création, modification et extension de réseaux de distribution de fluides (eau chaude, eau froide sanitaire, chauffage), pose d'appareils sanitaires et de robinetteries médicales. Installation et remplacement de Centrales de Traitement d'Air (CTA), de réseaux de gaines de ventilation, de systèmes de filtration absolue pour zones à empoussièrisme contrôlé (blocs opératoires, réanimations), de systèmes de climatisation (VRV, pompes à chaleur, splits) et d'équipements de production thermique (sous-stations, chaudières).</p>
6	<p>Électricité & Courants Forts / Faibles</p> <p>Création et modification d'armoires électriques, de tableaux généraux (TGBT) et de réseaux de distribution de force motrice (prises, alimentations de secours, onduleurs). Fourniture et pose de luminaires tertiaires ou médicaux, relamping LED. Déploiement de réseaux courants faibles : câblage informatique (baies, prises RJ45, fibre optique), systèmes de sécurité incendie (SSI), interphonie, contrôle d'accès physique (lecteurs de badges), vidéosurveillance et systèmes d'appel-malade.</p>

Catégorie(s)	Désignation
7	Travaux de voirie, réseaux divers, aménagements extérieurs, clôtures et dispositifs de sécurité périmétrique. Travaux de réfection de chaussées, de trottoirs et d'enrobés sur les parkings ou voies d'accès logistiques/urgences. Marquage au sol (places PMR, signalisation routière), pose de mobilier urbain. Installation de clôtures périphériques rigides, de barreaudages de sécurité, de garde-corps extérieurs, de mains courantes de rampes PMR, ainsi que la fourniture, pose et raccordement de portails automatisés, barrières levantes et dispositifs physiques de contrôle des accès du site.

2.5 - Etendue des prestations

La valeur maximale des achats envisagés est la suivante :

Pour la catégorie n°1 - Travaux de gros œuvre, de maçonnerie générale et de restructuration structurelle

Période	Maximum HT
1	4 125 000,00 €
Total	4 125 000,00 €

Pour la catégorie n°2 - Travaux de couverture, d'étanchéité, de charpente et de zinguerie pour

Période	Maximum HT
1	4 950 000,00 €
Total	4 950 000,00 €

Pour la catégorie n°3 - Travaux de fourniture et pose de menuiseries intérieures et extérieures (bois, PVC,

Période	Maximum HT
1	12 650 000,00 €
Total	12 650 000,00 €

Pour la catégorie n°4 - Travaux de plâtrerie, d'isolation thermique/acoustique intérieure, de faux-

Période	Maximum HT
1	6 875 000,00 €
Total	6 875 000,00 €

Pour la catégorie n°5 - Travaux d'installations thermiques, de chauffage, de ventilation, de climatisation

Période	Maximum HT
1	15 950 000,00 €
Total	15 950 000,00 €

Pour la catégorie n°6 - Électricité & Courants Forts / Faibles

Période	Maximum HT
Total	

Période	Maximum HT
1	11 000 000,00 €
Total	11 000 000,00 €

Pour la catégorie n°7 - Travaux de voirie, réseaux divers, aménagements extérieurs, clôtures et dispositifs

Période	Maximum HT
1	2 750 000,00 €
Total	2 750 000,00 €

2.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction

Cat.	Code principal	Description
1	45000000-7	Travaux de construction
1	45223220-4	Travaux de gros œuvre
1	45111100-9	Travaux de démolition
1	45262360-2	Travaux de cimentation
2	45261000-4	Travaux de charpente et de couverture et travaux connexes
2	45261920-9	Travaux d'entretien de toiture
2	45261420-4	Travaux d'étanchéification
2	45261210-9	Travaux de couverture
2	45261300-7	Travaux de garnissage et de pose de gouttières
3	45421000-4	Travaux de menuiserie
3	44316500-3	Serrurerie
3	45421100-5	Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
3	45441000-0	Travaux de vitrerie
3	45421143-8	Travaux d'installation de stores
3	45421140-7	Pose de menuiseries métalliques, excepté portes et fenêtres
4	45410000-4	Travaux de plâtrerie
4	45432100-5	Travaux de pose de revêtements de sols
4	45421146-9	Mise en place de plafonds suspendus

Cat.	Code principal	Description
4	45442100-8	Travaux de peinture
4	45453100-8	Travaux de remise en état
4	45321000-3	Travaux d'isolation thermique
5	45331100-7	Travaux d'installation de chauffage central
5	45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
5	45332400-7	Travaux d'installation d'appareils sanitaires
5	45331210-1	Travaux d'installation de ventilation
5	42512000-8	Installations de climatisation
5	39715200-9	Équipement de chauffage
6	45310000-3	Travaux d'équipement électrique
6	45311200-2	Travaux d'installations électriques
6	45312100-8	Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie
6	45314320-0	Installation de câblage informatique
6	45315100-9	Installations électrotechniques
6	45312000-7	Travaux d'installation de systèmes d'alarme et d'antennes
6	79711000-1	Services de surveillance d'installations d'alarme
7	45112000-5	Travaux de fouille et de terrassement
7	45340000-2	Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité
7	45233221-4	Travaux de marquage routier
7	45233293-9	Installation de mobilier urbain
7	45233270-2	Travaux de marquage d'emplacements de parking
7	45233142-6	Travaux de réparation de routes

3 - Conditions de la consultation

3.1 - Déroulement de la consultation

L'attribution des marchés spécifiques s'effectue au terme de deux phases distinctes :

- Une phase de candidature permettant aux opérateurs de solliciter, à tout moment, leur admission dans le système d'acquisition dynamique ;
- Une phase d'offre au cours de laquelle les opérateurs admis à participer au système seront invités à soumissionner. Chaque marché spécifique fera l'objet d'une consultation à ce titre. Une lettre d'invitation à soumissionner précisera pour chacun d'eux les modalités de la mise en concurrence.



Point d'attention :



Il y a lieu de différencier la date limite de remise des candidatures initiales au SAD dont la date butoir est fixée en page de garde du règlement de la consultation et la date d'expiration du SAD , dont la durée d'exécution est de 120 mois (10 ans). Tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant sa durée de validité. Il est ainsi possible de présenter une candidature à une date ultérieure à la date initiale de candidature jusqu'à la date limite de validité du SAD.

3.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Aucune forme de groupement n'est imposée pour la remise d'une candidature/offre. En revanche, en cas d'attribution, le pouvoir adjudicateur pourra imposer la transformation du groupement en un groupement solidaire. Ceci afin d'assurer la bonne exécution des prestations, la poursuite du projet et l'optimisation de la coordination entre les intervenants.

4 - Les intervenants

4.1 - Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.

5 - Conditions relatives au contrat

5.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du système est de 120 mois.

L'acheteur pourra mettre fin au système d'acquisition dynamique avant l'expiration de ce délai.

Cette décision sera formalisée par la publication d'un avis d'attribution et n'emportera aucune conséquence sur les marchés spécifiques en cours.

La fin anticipée du système n'ouvre droit à aucune indemnité.

5.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Avances et garanties financières

1. Octroi par marché spécifique

Le droit à l'avance, son calcul et son versement s'apprécient de manière isolée au niveau de chaque marché spécifique, selon ses conditions propres de seuil et de durée. Le montant global du SAD-cadre ne peut servir de base de calcul. L'avance s'applique sauf exclusion expresse dans la Fiche de Demande de Devis de l'établissement

2. Garantie financière systématique (Prérequis)

Par dérogation, le versement de toute avance est conditionné à la constitution préalable et systématique d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire (si acceptée par l'établissement) couvrant 100 % de son montant. Aucun mandatement ne sera effectué avant réception de cette garantie, dont le coût est réputé inclus dans l'offre forfaitaire.

Les sommes dues en exécution des marchés spécifiques seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

6 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et ses annexes éventuelles
- . Le candidat qu'il soit candidat unique, mandataire, co-traitant, sous-traitant, devra transmettre de manière individuelle l'attestation Russie dument renseignée lors de sa demande d'adhésion.
- . Le candidat qu'il soit candidat unique ou mandataire agissant au nom et pour le compte de ses co-traitants et sous-traitants devra transmettre l'attestation éthique dument renseignée lors de sa demande d'adhésion.
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le formulaire de candidature dument renseigné, prérequis nécessaire afin de pouvoir candidater au SAD (système d'acquisition dynamique).

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

En phase de réception des candidatures initiales

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des candidatures indiquée en page de garde du présent document. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des candidatures initiales est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Après l'envoi de l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique

Aucun délai supplémentaire de réception des candidatures n'est applicable. Par conséquent, le pouvoir adjudicateur pourra apporter des modifications de détail au dossier de consultation à tout moment. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats déjà admis d'actualiser leur dossier sur la base du dossier modifié, dans les conditions prévues au présent règlement de la consultation.

7 - Présentation des candidatures

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française.

Si, à l'appui de sa candidature, le candidat fournit des documents rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

7.1 - Documents à produire

Pour la phase de candidature, chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<p>Pour pouvoir être admis au Système d'Acquisition Dynamique (SAD) pour chacun des lots, le candidat doit justifier d'un niveau minimal de capacité professionnelle et technique. L'acheteur cible uniquement des opérateurs économiques professionnels en mesure de démontrer, pour chaque catégorie de travaux soumissionnée, la capacité d'exécuter l'intégralité des prestations et ouvrages définis.</p> <p>Cette capacité minimale doit notamment être attestée par :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des qualifications et certifications professionnelles reconnues dans le domaine concerné (ex : attestations Qualibat ou équivalentes) pour le lot visé.• Des références de travaux similaires exécutés avec succès au cours des dernières années, prouvant la maîtrise technique des ouvrages du lot.• Des moyens humains et matériels adéquats permettant l'exécution des prestations dans les règles de l'art et le respect des délais.	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

- En cas de groupement, le DC1 sera à remettre uniquement par le mandataire du groupement. En revanche, le DC2 est à remettre par l'ensemble des membres du groupement.

- En cas de sous-traitance, le DC4 devra être fourni, complété et signé par les 2 contractants (opérateur principal et sous-traitant envisagé)

- Pour les entreprises nouvellement créées, il sera demandé de fournir les éléments d'information visés au présent article disponibles à la date limite de remise de offres ou, si elles ne sont pas en mesure de les produire, de justifier de leurs capacités par tout moyen. La sélection des candidatures ne s'effectuera alors que sur les seuls justificatifs fournis dès lors que la date de création est prouvée par tout moyen (ex : le registre du commerce ou toute autre pièce officielle).

8 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Tout opérateur économique peut demander à participer au système d'acquisition dynamique pendant toute sa durée de validité.

Toutefois, les candidatures initiales devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des candidatures indiquées sur la page de garde du présent document. Pour chaque catégorie, après avoir examiné les candidatures reçues, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'envoyer l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique aux seuls candidats ayant fait parvenir leur dossier dans ce délai, sans que les candidats dont le dossier est parvenu au-delà de ce délai ne puissent élever aucune réclamation à ce sujet.

8.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de la candidature définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Groupeement Hospitalier de Territoire du Var
Département des Marchés - 1er étage
54 rue Henri Sainte Claire Deville
CS 31412
83056 TOULON

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html. Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com,

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, il est demandé aux candidats de raccourcir au maximum le nom des documents produits et de limiter l'arborescence des répertoires et sous répertoires, en priorisant la règle de nommage suivante : "Désignation de la pièce principale" suivi du _ (tiret du 8 / underscore) pour tous les éléments secondaires s'y référant.

Exemple :

"Offre"

"Offre_doc 1"

"Offre_doc 2"

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats sont informés que, après l'attribution des marchés spécifiques, l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du contrat par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.

Attention, la date et l'heure limites de dépôt s'entendent de manière stricte : vendredi 30 octobre 2026 à 12:00:00



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

8.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

9 - Examen des candidatures

9.1 - Sélection des candidatures

Pendant la durée de vie du système, l'acheteur procédera à l'évaluation candidatures dans le délai de 10 jours ouvrables après leur réception.

Pour la sélection des candidatures initiales, le délai de 10 jours est applicable.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

Les critères retenus pour la sélection des candidatures sont pondérés de la manière suivante :

Pour les catégories n°1, 3, 5, 6, 7

Critères	Pondération
1-Prix	60.0 %
2-Valeur Technique	40.0 %

Pour les catégories n°2, 4

Critères	Pondération
1-Prix	60.0 %
2-Technique	40.0 %

9.2 - Offres anormalement basses

En cas de détection d'une offre anormalement basse, une demande de justification est envoyée au(x) soumissionnaire(s) concerné(s).

En fonction des réponses, l'acheteur choisit ou non de déclarer l'offre comme compétitive ou anormalement basse. Dans le dernier cas, l'offre est éliminée et n'est pas notée.

9.3 - Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'examen des candidatures, seuls les candidats admis dans le système seront invités à participer au système et consultés pour l'attribution des marchés spécifiques.

Les autres candidats sont informés du rejet de leur candidature.

Une lettre d'invitation à soumissionner précisera, pour chaque marché spécifique, les conditions de présentation des offres, les informations et documents à produire, ainsi que les modalités d'examen des offres.

De plus, les candidats sélectionnés devront remettre, avant l'envoi de cette invitation à soumissionner :

- Pour ce qui les concerne, les documents justificatifs et autres moyens de preuve mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la commande publique. Les éléments et documents rédigés dans une langue étrangère sont accompagnés d'une traduction en français.
- En cas de groupement, le mandataire remet également les mêmes documents pour chaque membre du groupement, et leurs éventuels sous-traitants.
- Dans le cas où le candidat a présenté des sous-traitants, il remet les mêmes documents pour chacun de ses sous-traitants.

Si le candidat n'a pas procédé lui-même à cet envoi, l'acheteur l'invite à fournir ces documents dans un délai

raisonnable et compatible avec le lancement du marché spécifique.

Si un candidat sélectionné ne fournit pas les documents demandés dans le délai imparti, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, ou produit, à l'appui de sa candidature, de faux renseignements ou documents, sa candidature est déclarée irrecevable et il est éliminé.

NOTA : Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents justificatifs et autres moyens de preuve dès la phase de candidature. Dans ce cas, ils ne seront pas demandés une seconde fois au candidat sélectionné.

10 - Conditions d'attribution des marchés spécifiques

Pendant la durée de validité du système, les marchés spécifiques seront attribués après mise en concurrence dans les conditions ci-après définies.

Cette mise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Les candidats invités à soumissionner devront déposer leur offre dans les conditions suivantes :

1. Articulation des transmissions selon les 4 trajectoires (Cas d'usage)

Les modalités de transmission des offres et l'obligation de visite sont modulées par l'établissement de santé prescripteur selon 4 trajectoires opérationnelles distinctes :

Cas d'usage A – La Visite « Diagnostic amont » : Lorsque l'étendue des désordres ou des travaux est inconnue, les candidats référencés sont invités à une visite diagnostique sur site hors plateforme pour co-construire la solution technique de vive voix avec le technicien. Une fois le besoin clarifié, l'établissement publie la demande finale sur PLACE et les entreprises transmettent leur offre chiffrée directement en ligne sous 10 jours, sans double saisie administrative.

Cas d'usage B – La Visite « Sécurité post-lancement » : Pour les chantiers planifiés en site occupé ou sensibles, l'établissement impose une visite collégiale obligatoire après le lancement de la consultation sur PLACE. Pour que la transmission de l'offre soit valide, le candidat doit obligatoirement effectuer cette visite et téléverser le certificat de visite signé avec son offre financière sur PLACE

Cas d'usage C – Le « Cumul » : Pour les opérations lourdes, les candidats participent d'abord à la visite diagnostic (Option A) pour figer le cahier des charges, puis doivent obligatoirement participer à la visite de sécurité obligatoire (Option B) après publication sur PLACE pour sécuriser leur chiffrage avant la transmission finale de l'offre.

Cas d'usage D – Le « Zéro Visite » : Pour les interventions simples ou standardisées, l'établissement publie son besoin en quelques lignes sur PLACE. Les entreprises transmettent leur devis directement à distance dans le délai réglementaire de 10 jours, sans aucun déplacement préalable.

2. Cas d'usage dérogatoires : Transmission hors plateforme PLACE

Par dérogation aux articles précédents, l'établissement s'extrait de la plateforme PLACE et des délais de mise en concurrence dans les deux seuls cas suivants :

La Carence totale ou les offres Hors Budget : Si la consultation sur PLACE ne génère aucune réponse (« 0 offre ») ou si les devis reçus dépassent les capacités financières de l'établissement, l'acheteur déclare la procédure « Sans suite pour motif d'intérêt général ». L'établissement est alors autorisé à négocier et transmettre sa commande directement sous forme de marché de gré à gré hors plateforme avec l'artisan de son choix (inscrit ou non au SAD), sous réserve de respecter le besoin et l'enveloppe budgétaire initialement prévus.

L'Urgence Impérieuse ou le Micro-dépannage : En cas de péril imminent pour la sécurité des soins ou des personnes (ex : rupture d'une canalisation), ou pour les micro-interventions de maintenance de premier niveau sous les seuils réglementaires (ou internes) de dispense de procédure, l'établissement commande directement les travaux de gré à gré au prestataire disponible, sans aucun délai d'attente.

Ces conditions pourront être précisées par l'invitation à soumissionner pour chaque marché spécifique.

Le critère retenu pour l'attribution de chaque marché spécifique sera le critère Prix.

11 - Situation des candidats

11.1 - Maintien dans le système

Les candidats admis dans le système d'acquisition dynamique y sont maintenus tant qu'ils continuent de remplir les conditions d'éligibilité définies au présent règlement de la consultation.

Il appartient aux candidats de signaler toute modification les affectant et notamment leur situation juridique mais aussi un changement d'adresse ou de personne contact.

A tout moment au cours de la période de validité du système, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de 3 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Dans l'hypothèse où un candidat cesserait de remplir ces conditions, il sera informé de son exclusion du système et ne pourra plus participer aux invitations à soumissionner aux marchés spécifiques. Cette exclusion prend effet immédiatement, sans préjudice de la possibilité pour le candidat exclu de présenter un nouveau dossier de candidature conforme afin d'obtenir sa réintégration.

11.2 - Droits et obligations des candidats intégrés

11.2.1 - Réponse aux invitations à soumissionner

Les candidats ne sont pas dans l'obligation de remettre une offre pour l'attribution des marchés spécifiques.

Cependant, s'ils ne donnent pas suite à une invitation à soumissionner, ils pourront être interrogés par l'acheteur pour en connaître le motif. A défaut de réponse dans un délai raisonnable, l'acheteur pourra décider de prononcer leur exclusion du système. Cette décision emporte les mêmes conséquences que celles définies ci-après.

11.2.2 - Autres motifs de déchéance

En outre, l'exclusion d'un opérateur admis dans le système peut intervenir pour les motifs suivants :

- à la demande de l'opérateur, si celui-ci s'estime dans l'incapacité de pouvoir exécuter les futurs marchés spécifiques à conclure ;
- sur décision de l'acheteur, en cas de défaut de réponse à une demande d'actualisation dans le délai prescrit ;
- sur décision de l'acheteur, lorsque l'opérateur cesse de remplir les conditions d'éligibilité pour participer au présent système d'acquisition dynamique ;
- sur décision de l'acheteur, lorsque, dans le cadre du présent système d'acquisition dynamique, un ou plusieurs marchés spécifiques conclus avec l'opérateur économique a été résilié pour faute.

A compter de son exclusion, l'opérateur économique cesse d'être invité à soumissionner pour l'attribution des marchés spécifiques. Si une consultation est en cours, sa candidature est écartée comme irrecevable et son offre ne sera pas analysée.

En revanche, l'opérateur économique attributaire d'un ou plusieurs marché(s) spécifique(s) reste tenu d'exécuter le ou les marché(s) conclu(s). Les conséquences d'un défaut d'exécution sont régies par chaque marché spécifique.

11.2.3 - Exclusivité du système

Les candidats sont informés que leur admission dans le présent système n'emporte aucun droit d'exclusivité. Bien que l'objectif reste de favoriser la satisfaction de ses besoins par le biais du présent système, l'acheteur demeure libre de pourvoir auxdits besoins en dehors de celui-ci.

12 - Renseignements complémentaires

12.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info/accueil.htm>

En phase de réception des candidatures initiales, cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée dans les meilleurs délais à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification. En phase de réception des candidatures initiales, cette réponse sera adressée 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

12.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Toulon

5 rue Racine

BP 40510

83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 04 94 42 79 30

Télécopie : 04 94 42 79 89

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : - Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Toulon

5 rue Racine

BP 40510

83041 TOULON CEDEX 9

Tél : 04 94 42 79 30

Télécopie : 04 94 42 79 89

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Adresse internet(U.R.L) : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

13 - Clauses complémentaires

-I- ANALYSE DES CANDIDATURES :

Les candidatures seront analysées sur la base des documents transmis par l'opérateur économique.

A compter de l'ouverture du système d'acquisition dynamique, les dossiers de candidatures transmis seront analysés dans un délai de 30 jours ouvrables, à compter de leur réception. La période d'évaluation peut être portée à 35 jours lorsqu'il est nécessaire d'examiner des documents complémentaires ou de vérifier que les critères de sélection sont remplis. Par ailleurs, tant que l'invitation à soumissionner pour le premier marché spécifique n'a pas été envoyée, cette période d'évaluation peut être également prolongée de 40 jours.

1.1 Admission dans le système d'acquisition dynamique

Le candidat satisfaisant aux critères de sélection est admis au système d'acquisition dynamique.

Un message transmis par le profil d'acheteur l'informe de cette admission.

A compter de la réception de ce message, le candidat peut participer aux mises en concurrence à venir.

1.2 Non admission dans le système d'acquisition dynamique

Les candidatures ne satisfaisant pas aux critères de sélection ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques ou financières suffisantes demandées pour cette consultation sont éliminées.

Les opérateurs économiques non admis dans le système d'acquisition dynamique sont également informés via la plateforme électronique des échanges (PLACE / <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>).

-II- ACTUALISATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE DURANT LA PÉRIODE DE VALIDITÉ DU SAD

Conformément à l'article R. 2162-47 du code de la commande publique, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats admis d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

-III- ARTICULATION DU SAD AVEC LES PROCÉDURES DE CONSULTATION AUTONOMES.

3.1. Principe de non-exclusivité conditionnée

Le présent Système d'Acquisition Dynamique (SAD) constitue un dispositif de référencement et de mise en concurrence non exclusif. Les établissements membres du GHT 83 conservent la faculté d'engager des procédures adaptées (MAPA) distinctes, sous réserve de motiver l'opportunité de ce choix au regard des critères de partage fixés à l'article

3.2. Conditions de recours aux procédures adaptées (MAPA) autonomes

Par dérogation à l'utilisation de la plateforme PLACE au titre du présent SAD, les établissements acheteurs sont habilités à initier une procédure adaptée (MAPA) indépendante pour les besoins de travaux de second œuvre relevant de l'un des cas suivants :

- . Opérations complexes globalisées : Travaux exigeant une approche macroscopique où le second œuvre est imbriqué dans des prestations de structure ou de clos-couvert.
- . Opérations sous maîtrise d'œuvre externe ou nécessitant un accompagnement d'un BET/ATMO : Chantiers dont la technicité ou l'organisation spatio-temporelle nécessite l'intervention d'un tiers coordonnateur (MOE / OPC).
- . Dépassement du seuil de faculté locale : Pour les seuls établissements dotés d'une cellule des marchés et d'une expertise technique interne, dès lors que l'estimation prévisionnelle de l'opération excède 200 000 € HT.

-IV- VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE)

4.1. Principes généraux et autonomie des établissements parties

L'autorisation des variantes et des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) constitue une simple facilité offerte

aux établissements de santé bénéficiaires. Elles ne sont en aucun cas intégrées de plein droit ou de manière obligatoire dans les consultations.

Il appartient par conséquent exclusivement à chaque établissement partie d'en faire expressément état et d'en fixer les conditions lorsqu'il sollicitera les candidats du SAD dans le cadre du lancement de son marché spécifique (via son micro-cahier des charges ou sa Fiche de Demande de Devis).

4.2. Régime des variantes

La proposition de variante est autorisée sous réserve d'une activation explicite par l'acheteur local :

Le dossier de consultation du marché spécifique précisera les caractéristiques techniques du ou des biens que l'acheteur veut acquérir. Le cas échéant, ce dernier précisera les prescriptions impératives et celles sur lesquelles il accepte une dérogation (acceptation des variantes).

À défaut de précision explicite de la part de l'établissement dans sa consultation de marché spécifique, toutes les prescriptions sont réputées impératives et les variantes sont strictement interdites. Le non-respect d'un attendu de l'acheteur entraînera alors le rejet de l'offre pour non-conformité.

4.3. Régime des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE)

La proposition de PSE est autorisée selon les modalités suivantes, au libre choix de l'établissement d'accueil :

L'établissement de santé peut définir lui-même des PSE obligatoires au sein de son marché spécifique.

La proposition d'autres PSE à l'initiative du candidat est autorisée mais non obligatoire. Celles-ci ne seront pas intégrées dans l'analyse à périmètre égal des offres techniques et financières des candidats.

En revanche, s'il apparaît que ces prestations supplémentaires librement proposées par le soumissionnaire pressenti comme attributaire du marché spécifique sont en rapport direct avec l'objet des prestations, le cahier des charges et l'enveloppe budgétaire définie pour le projet, l'établissement partie pourra souverainement décider de les retenir ou non lors de la signature de son marché spécifique.